



COMMUNIQUE DE PRESSE

Depuis de trop nombreuses années, la Direction générale des Finances Publiques (DGFIP) est la cible de la rigueur budgétaire appliquée aux ministères qualifiés de non prioritaires par les gouvernements successifs. Or, les missions de la DGFIP ont un rôle déterminant dans l'exercice de l'action publique : renseigner le public, asseoir les différents impôts et taxes, assurer le contrôle de ces derniers pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales (rappel : l'estimation de la fraude fiscale se situe entre 60 à 80 milliards par an), recouvrer les recettes de l'état et des collectivités territoriales, conseiller et soutenir les collectivités territoriales et garantir la bonne gestion des deniers publics. Les missions de la DGFIP sont par ailleurs essentielles au fonctionnement des autres administrations.

Alors que la charge de travail n'a cessé de croître, 36 000 emplois ont été supprimés depuis 2002. Au plan local, dans les Vosges, près de 250 emplois ont été supprimés en même temps que l'administration fermait de nombreuses structures : ainsi, après les fermetures des trésoreries de Bulgnéville et Châtel/Moselle en 2016, celles de Saint-Amé et de Corcieux sont d'ores et déjà actées pour 2017.

La DGFIP a supporté 54 % des suppressions d'emplois de fonctionnaires d'État alors qu'elle ne représente que 6 % des effectifs de la Fonction Publique d'État.

Cette purge en termes d'emplois et d'implantations, mais aussi de baisse des crédits de fonctionnement a de lourdes conséquences en termes d'exercice des missions, de qualité du service public, mais aussi de reconnaissance des agents et de dégradation continue des conditions de vie au travail.

Les agents des Finances Publiques seront en grève le 15/11/2016 sur la base des revendications suivantes :

- l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois.
- la défense du service public impliquant l'arrêt immédiat des restructurations et fermetures de site.
- l'amélioration concrète de leurs conditions de vie au travail.

De plus, la perspective de mise en place du prélèvement à la source au 1^{er} janvier 2018 est, dans ce contexte, inacceptable.

Par pure idéologie ultra-libérale, certains veulent en finir avec le service public, le statut de la Fonction Publique, et plus particulièrement la DGFIP.

Alors que notre société est en crise, la DGFIP est un élément indispensable de la démocratie et de l'égalité entre les citoyens dans notre pays !

L'appel à la mobilisation générale lancée pour ces trois derniers mois de 2016 par l'intersyndicale composée de SOLIDAIRES, CGT et FO a déjà donné lieu à de nombreuses initiatives locales dont notamment la distribution de tracts au public le 17 octobre afin de l'informer de la situation.

La grève du 15/11/2016 est une nouvelle étape dans la construction du mouvement de contestation rendu nécessaire par les attaques portées contre le service public !